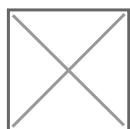


Israël est en train de perdre cette guerre

Description

Malgré la violence qu'il a déclenchée contre les Palestiniens, Israël ne parvient pas à atteindre ses objectifs politiques.

Par Tony Karon et Daniel Lévy, le 8 décembre 2023



Les forces israéliennes envahissent Gaza. (FDI)

Il peut paraître stupide de suggérer qu'un groupe de combattants armés, comptant quelques dizaines de milliers de personnes, assiégés et ayant peu accès à des armes avancées, est la hauteur d'une des armées les plus puissantes du monde, soutenue et armée par les États-Unis. Et pourtant, un nombre croissant d'[analystes stratégiques](#) avertissent qu'Israël pourrait perdre cette guerre contre les Palestiniens malgré la violence cataclysmique qu'il a déclenchée depuis l'attaque menée par le Hamas contre Israël le 7 octobre. En provoquant l'assaut israélien, le Hamas pourrait réaliser plusieurs de ses objectifs politiques.

Israël et le Hamas semblent tous deux rétablir les termes de leur lutte politique, non pas vers le statu-quo avant le 7 octobre, mais vers celui de 1948. On ne sait pas exactement ce qui va suivre, mais il n'y aura pas de retour à la situation antérieure.

L'attaque surprise a neutralisé les installations militaires israéliennes, forçant les portes de la plus grande prison à ciel ouvert du monde et provoquant un terrible carnage au cours duquel quelque 1 200 Israéliens, [dont au moins 845 civils](#), ont été tués. La facilité choquante avec laquelle le Hamas a franchi les lignes israéliennes autour de la bande de Gaza [a rappelé à beaucoup l'offensive du Têt de 1968](#). Pas littéralement : il existe de grandes différences entre une guerre expéditionnaire américaine dans un pays lointain et la guerre menée par Israël pour défendre une occupation sur son territoire, menée par une armée citoyenne motivée par un sentiment de péril existentiel. L'utilité de l'analogie réside plutôt dans la logique politique qui sous-tend une offensive insurrectionnelle.

En 1968, les révolutionnaires vietnamiens ont perdu la bataille et ont sacrifié une grande partie de leur infrastructure politique et militaire souterraine qu'ils avaient patiemment construite au fil des années. Pourtant, l'offensive du Têt a été un moment clé dans la défaite des États-Unis, même si elle a coûté à normalement de vies aux Vietnamiens. En organisant simultanément des attaques spectaculaires et tristes médiatisées contre plus de 100 cibles à travers le pays en une seule journée, des guérilleros vietnamiens incroyablement armés ont brisé l'illusion de succès colportée auprès du public américain par l'administration Johnson. Cela signalait aux

Américains que la guerre pour laquelle on leur demandait de sacrifier des dizaines de milliers de leurs fils était impossible à gagner.

Les dirigeants vietnamiens ont mesuré l'impact de leurs actions militaires à l'aune de leurs effets politiques plutôt qu'à l'aune de mesures militaires conventionnelles telles que la perte d'hommes et de matériel ou la conquête de territoires. Ainsi la lamentation de Henry Kissinger en 1969 : « Nous avons mené une guerre militaire ; nos adversaires ont mené une bataille politique. Nous avons recherché l'attrition physique ; nos adversaires visaient notre épuisement psychologique. Ce faisant, nous avons perdu de vue une des maximes cardinales de la guérilla : le guérilla gagne s'il ne perd pas. L'armée conventionnelle perd si elle ne gagne pas. »

Cette logique américaine Jon Alterman, du Centre pas vraiment conciliant d'études stratégiques et internationales de Washington, DC, considère qu'Israël court un risque considérable de perdre face au Hamas :

Le concept de victoire militaire du Hamas consiste avant tout à obtenir des résultats politiques long terme. Le Hamas ne voit pas la victoire en un an ou cinq, mais en s'engageant dans des décennies de lutte qui renforcent la solidarité palestinienne et accroissent l'isolement d'Israël. Dans ce scénario, le Hamas rallie autour de lui une population assiégée de Gaza et contribue à faire tomber le gouvernement de l'Autorité palestinienne en veillant à ce que les Palestiniens le voient encore plus comme un auxiliaire irresponsable de l'autorité militaire israélienne. Pendant ce temps, les États arabes s'éloignent fortement de la normalisation, les pays du Sud s'alignent fortement sur la cause palestinienne, l'Europe recule devant les excès de l'armée israélienne et un débat américain éclate sur Israël, détruisant le soutien bipartite dont Israël bénéficie ici depuis le début des années 1970.

Le Hamas, [critique Alterman](#), cherche à utiliser la force bien plus grande d'Israël pour vaincre Israël. La force d'Israël lui permet de tuer des civils palestiniens, de détruire les infrastructures palestiniennes et de défier les appels mondiaux à la retenue. Toutes ces choses font avancer les objectifs de guerre du Hamas.

De tels avertissements ont été ignorés par l'administration Biden et les dirigeants occidentaux, dont [l'adhésion inconditionnelle à la guerre d'Israël](#) est enracinée dans l'illusion selon laquelle Israël n'était qu'une autre nation occidentale vaquant pacifiquement à ses affaires avant de subir une attaque non provoquée le 7 octobre. C'est un fantasme réconfortant pour ceux qui préfèrent éviter de reconnaître une réalité qu'ils ont été complices de créer.

Oubliez les « checks du renseignement » ; l'incapacité d'Israël à anticiper la date du 7 octobre est une incapacité politique à comprendre les conséquences d'un système d'oppression violent que les principales organisations internationales et israéliennes de défense des droits de l'homme ont qualifié d'apartheid.

Il y a vingt ans, l'ancien président de la Knesset, Avrum Burg, mettait en garde contre l'inévitabilité d'une réaction violente. « Il s'avère que la lutte de 2 000 ans pour la survie des Juifs se résume à un état de colonies, dirigé par une clique amoralisée de contrevenants

corrompus et sourds à la fois à leurs citoyens et à leurs ennemis. Un État doté d'un pouvoir de justice ne peut pas survivre à», a-t-il écrit dans [The International Herald Tribune](#) .

Même si les Arabes baissent la tête et ravalent pour toujours leur honte et leur colère, cela ne marchera pas. Une structure bâtie sur l'insensibilité humaine s'effondrera inévitablement sur elle-même! Israël, ayant cessé de se soucier des enfants des Palestiniens, ne devrait pas être surpris lorsqu'ils se lavent dans la haine et se font exploser dans les centres d'occupation israéliens.

Israël pourrait tuer 1 000 hommes du Hamas par jour sans rien résoudre, a prévenu Burg, car les actions violentes d'Israël seraient l'origine d'une reconstitution de ses rangs. Ses avertissements ont été ignorés, même s'ils ont été maintes fois justifiés. Cette même logique se joue désormais sous ses yeux dans les destructions infligées à Gaza. La violence structurelle écrasante qu'Israël attendait ce que les Palestiniens subissent en silence signifiait que la sécurité israélienne était toujours illusoire.

Les semaines qui ont suivi le 7 octobre ont confirmé qu'il ne peut y avoir de retour au statu quo ante. C'était probablement l'objectif du Hamas en organisant ses attaques meurtrières. Et même avant cela, de nombreux dirigeants israéliens appelaient ouvertement à l'[achèvement de la Nakba](#), le nettoyage ethnique de la Palestine ; maintenant, ces voix ont été amplifiées.

La pause humanitaire convenue fin novembre a vu le Hamas libérer certains otages en échange de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes et d'une augmentation des fournitures humanitaires entrant à Gaza. Lorsqu'Israël a repris son attaque militaire et que le Hamas a recommencé à lancer des roquettes, il est devenu clair que [le Hamas n'avait pas vaincu militairement](#). Le massacre et les destructions massives qu'Israël a provoqués à Gaza suggèrent une intention de rendre le territoire inhabitable pour les 2,2 millions de Palestiniens qui y vivent et de pousser à l'expulsion via une catastrophe humanitaire organisée militairement. En fait, [l'armée israélienne estime elle-même](#) qu'elle a jusqu'à présent éliminé [moins de 15 pour cent](#) des forces combattantes du Hamas. Ceci dans le cadre d'une campagne qui a [tué plus de 21 000 Palestiniens](#), pour la plupart des civils, dont 8 600 enfants.

Le 7 octobre et la politique palestinienne

L'armée israélienne vaincra presque certainement le Hamas du gouvernement de Gaza. Mais des analystes comme Tareq Baconi, qui a étudié le mouvement et sa pensée au cours des deux dernières décennies, [affirment](#) qu'ils cherchent depuis un certain temps à se libérer des chaînes de la gouvernance d'un territoire séparé du reste de la Palestine, à des conditions fixées par la puissance occupante.

Le Hamas a depuis longtemps montré son désir de rompre avec son rôle de gouvernance de Gaza, depuis les manifestations massives et non armées de la Marche du retour en 2018, violemment réprimées par des tirs de tireurs isolés israéliens, jusqu'aux efforts contrecarrés par les États-Unis et Israël pour transférer la gouvernance de Gaza à un groupe palestinien formé, des technocrates convenus ou un gouvernement élu, alors qu'il se

concentrait sur le recentrage de la politique palestinienne à Gaza et en Cisjordanie sur la résistance plutôt que sur la garde du statu quo de l'occupation. Si l'une des conséquences de son attaque était de perdre la responsabilité de gouverner Gaza, le Hamas pourrait y voir un avantage.

Le Hamas a tenté de pousser le Fatah sur une voie similaire, en exhortant le parti au pouvoir en Cisjordanie à mettre fin à la collaboration en matière de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) avec Israël et à affronter plus directement l'occupation. La perte du contrôle municipal de Gaza est donc loin d'être une défaite décisive pour l'effort de guerre du Hamas : pour un mouvement voué à la libération des terres palestiniennes, gouverner Gaza commençait à ressembler à une impasse, tout comme une autonomie permanente limitée dans des îlots discontinus de l'Ouest. La banque a été pour le Fatah.

Le Hamas, dit Baconi, s'est probablement senti obligé de prendre un pari aux enjeux élevés pour briser un statu quo qu'il considérait comme une mort lente pour la Palestine. « Tout cela ne signifie pas pour autant que le changement stratégique du Hamas sera considéré comme un succès à long terme », [crit-il dans Foreign Policy](#).

La perturbation violente du statu quo par le Hamas aurait très bien pu fournir à Israël l'occasion de mener une autre Nakba. Cela pourrait entraîner une conflagration régionale ou infliger aux Palestiniens un coup dur dont il faudrait une génération pour se remettre. Ce qui est sûr, cependant, c'est qu'il n'y a pas de retour à ce qui existait auparavant.

La stratégie du Hamas aurait donc pu consister à sacrifier la gouvernance municipale d'une bande de Gaza assiégée pour consolider son statut d'organisation de résistance nationale. Le Hamas n'essaie pas d'enterrer le Fatah : les différents accords d'unité entre le Hamas et le Fatah, en particulier [ceux menés par des prisonniers des deux factions](#), démontrent que le Hamas recherche un front uni. L'AP est incapable de protéger les Palestiniens de Cisjordanie de la violence croissante des colonies israéliennes et du contrôle renforcé, et encore moins de répondre de manière significative à l'effusion de sang à Gaza. Sous couvert du soutien occidental à Gaza, Israël a tué des centaines de Palestiniens, arrêté des milliers de personnes et déplacé des villages entiers de Cisjordanie, tout en intensifiant ses attaques de colons parrainées par l'État. Ce faisant, Israël a affaibli davantage le Fatah au sein de la population et l'a poussé vers le Hamas.

Pendant des années, les colons protégés par Tsahal ont attaqué des villages palestiniens dans le but de forcer leurs habitants à partir et de renforcer l'emprise illégale d'Israël sur le territoire occupé, mais l'expansion de cette pratique depuis le 7 octobre fait pâlir même les complices américains d'Israël. La menace de Biden d'interdire les visas aux colons impliqués dans les violences contre les Palestiniens de Cisjordanie est une évasion : ces colons sont loin d'être des acteurs voyous individuels ; ils sont armés par l'État et protégés de manière agressive par Tsahal et le système juridique israélien, parce qu'ils mettent en œuvre une politique d'État. Mais même la menace erronée de Biden montre clairement qu'Israël est en accord avec son administration.

Le Hamas a une perspective panpalestinienne, et non spécifique à Gaza, et il entendait donc que le 7 octobre ait des effets transformateurs à travers la Palestine. Au cours de l'Intifada pour

l'été 2021, qui cherchait à relier les luttes des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza avec celles en Israël, le Hamas a pris des mesures pour soutenir cet objectif. Aujourd'hui, l'état israélien accorde cette connexion avec une campagne paranoïaque de répression contre toute expression de dissidence parmi ses citoyens palestiniens. Des centaines de Palestiniens de Cisjordanie ont été arrêtés, notamment des militants et des adolescents publiant des messages sur Facebook. Israël n'est que trop conscient du potentiel d'escalade en Cisjordanie. En ce sens, la réponse israélienne n'a fait que rapprocher les populations de Cisjordanie et de Gaza.

Il est clair qu'Israël n'a jamais eu l'intention d'accepter un état palestinien souverain à l'ouest du Jourdain. Au lieu de cela, Israël intensifie ses plans de longue date visant à assurer son contrôle du territoire. Cela et l'empirisme croissant d'Israël sur la mosquée Al-Aqsa rappellent qu'Israël alimente activement tout soulèvement qui s'ensuivra en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et même à l'intérieur des lignes de 1967.

Ironiquement, l'insistance des États-Unis sur le contrôle de Gaza par l'Autorité palestinienne après la guerre de dévastation menée par Israël et leurs faibles et tardifs avertissements sur la violence des colons renforcent l'idée selon laquelle la Cisjordanie et Gaza constituent une seule entité. La politique israélienne de 17 ans consistant à séparer une Cisjordanie souple dirigée par une Autorité palestinienne cooptée d'une « Gaza dirigée par des terroristes » a échoué.

Israël après le 7 octobre

Le raid mené par le Hamas a brisé les mythes de l'invincibilité israélienne et l'attente de tranquillité de ses citoyens, alors même que l'état étouffe la vie des Palestiniens. Quelques semaines plus tard, le Premier ministre Benjamin Netanyahu se vantait qu'Israël avait réussi à « gérer » le conflit au point que la Palestine ne figurait plus sur sa carte d'un « nouveau Moyen-Orient ». Avec les Accords d'Abraham et d'autres alliances, certains dirigeants arabes ont adopté Israël. Les États-Unis faisaient la promotion de ce plan, les présidents Donald Trump et Joe Biden se concentrant tous deux sur la « normalisation » avec des régimes arabes prêts à laisser les Palestiniens soumis à un apartheid israélien toujours plus strict. Le 7 octobre a rappelé brutalement que cela était intenable et que la résistance des Palestiniens constitue une forme de droit de veto sur les efforts des autres pour déterminer leur sort.

Il est trop tôt pour mesurer l'impact du 7 octobre sur la politique intérieure israélienne. Cela a rendu les Israéliens plus bellicistes, mais en même temps plus méfiants à l'égard de leurs dirigeants nationaux après l'échec colossal des services de renseignement et de réponse. Il a fallu une mobilisation massive contre le gouvernement de la part des familles des Israéliens retenus captifs à Gaza pour parvenir à une pause dans l'action militaire et obtenir un accord de libération des otages. Des dissensions internes dramatiques et tristes médiatisées sur les otages et sur ce qui est exigé d'Israël pour garantir leur retour pourraient accroître la pression en faveur de nouveaux accords de libération et même d'un cessez-le-feu complet, malgré la détermination d'une grande partie des acteurs politiques et militaires à poursuivre la guerre. L'opinion publique israélienne reste confuse, en colère et imprévisible.

Il y a ensuite l'impact de la guerre sur l'économie israélienne, dont le modèle de croissance repose sur l'attraction de niveaux élevés d'investissements directs étrangers vers son secteur technologique et d'autres industries d'exportation. Les protestations sociales de l'année dernière et l'incertitude suscitées par le fracas constitutionnel étaient citées comme raison de la baisse de 68 % d'une année sur l'autre des IDE signalés au cours de l'année. La guerre israélienne, pour laquelle 360 000 réservistes ont été mobilisés, ajoute un nouveau niveau de choc. L'économiste Adam Tooze [a écrit dans son Substack](#) :

Le lobby technologique en Israël estime qu'un dixième de ses effectifs ont été mobilisés. La construction est paralysée par la mise en quarantaine de la main-d'œuvre palestinienne en Cisjordanie. La consommation de services est effondrée car les gens évitent les restaurants et les rassemblements publics sont limités. Les relevés de cartes de crédit suggèrent que la consommation privée en Israël a chuté de près d'un tiers dans les jours qui ont suivi le déclenchement de la guerre. Les dépenses de loisirs et de divertissement ont chuté de 70 %. Le tourisme, pilier de l'économie israélienne, a connu un arrêt brutal. Les vols sont annulés et les marchandises exportées détournées. Au large, le gouvernement israélien a ordonné à Chevron d'arrêter la production du champ de gaz naturel de Tamar, ce qui coûte à Israël 200 millions de dollars par mois en perte de revenus.

Israël est un pays riche doté des ressources nécessaires pour affronter une partie de cette tempête, mais sa richesse s'accompagne d'une fragilité et il a beaucoup à perdre.

Gaza après le 7 octobre

Les forces israéliennes ont afflué dans Gaza avec un plan de bataille, mais sans plan de guerre clair pour Gaza après leur invasion. Certains dirigeants militaires israéliens visent à maintenir un « contrôle de sécurité » du type dont ils sont experts dans le domaine de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. À Gaza, cela opposerait une insurrection mieux entraînée et soutenue par la majeure partie de la population. De nombreux [cercles gouvernementaux israéliens](#) prévoient le déplacement forcé d'une grande partie de la population civile de Gaza vers l'Égypte, en créant une crise humanitaire qui rendrait Gaza invivable. Les États-Unis ont déclaré qu'ils avaient exclu cette possibilité, mais aucun joueur malin n'écarterait la possibilité que les Israéliens recherchent le pardon plutôt que l'autorisation d'un nettoyage ethnique à plus grande échelle, conformément aux objectifs démographiques à long terme d'Israël consistant à réduire la population palestinienne entre le rivage et mer.

Les responsables américains se sont tournés vers les livres de prières d'antan, parlant avec espoir de remettre Mahmoud Abbas, 88 ans, chef de l'Autorité palestinienne, à nouveau à la tête de Gaza, avec la promesse d'une poursuite renouvelée de la chimérique « solution deux États ». Mais l'AP n'a aucune crédibilité, même en Cisjordanie, en raison de son accord avec l'occupation toujours croissante d'Israël. Ensuite, il y a la réalité selon laquelle [empêcher une véritable souveraineté palestinienne](#) dans n'importe quelle partie de la Palestine historique est depuis longtemps un point de consensus au sein des dirigeants israéliens dans la

majeure partie du spectre politique sioniste. Et les dirigeants israéliens n'ont pas besoin de se plier aux attentes d'une administration américaine qui pourrait bien être rejetée l'année prochaine. Et ils ont prouvé leur capacité à faire bouger les choses même si Biden était réélu. Les États-Unis ont choisi de piloter la machine de guerre israélienne, dont la destination n'est peut-être pas claire, mais il ne s'agit certainement pas d'un quelconque État palestinien.

L'impact mondial du 7 octobre

Israël et les États-Unis se sont peut-être convaincus que le monde a « tourné la page » du sort des Palestiniens, mais les énergies libérées par les événements depuis le 7 octobre suggèrent que c'est le contraire qui est vrai. Les appels à la solidarité avec la Palestine ont résonné dans les rues du monde arabe, servant dans certains pays de langage codé de dissidence contre un autoritarisme décrié. Dans le Sud global et dans les villes occidentales, la Palestine occupe désormais une place symbolique en tant qu'avatar de la rébellion contre l'hypocrisie occidentale et un ordre postcolonial injuste. Depuis l'invasion illégale de l'Irak menée par les États-Unis, jamais autant de millions de personnes à travers le monde ne sont descendues dans la rue pour protester. Le mouvement syndical a déployé ses muscles internationalistes pour contester les livraisons d'armes à Israël et s'est rappelé son pouvoir de changer l'histoire, et des mécanismes juridiques tels que la Cour pénale internationale, la Cour internationale de Justice et même les tribunaux américains et européens sont utilisés pour contester les livraisons d'armes à Israël et les politiques gouvernementales qui permettent à Israël de commettre des crimes de guerre.

Paniqués par un monde consterné par ses actions à Gaza, Israël et ses partisans sont revenus aux accusations d'antisémitisme contre ceux qui voudraient contester la brutalité d'Israël mais tout, depuis les manifestations de masse jusqu'à l'opposition juive virulente aux sondages d'opinion sur la gestion de la crise par Biden indiquent qu'assimiler la solidarité à l'antisémitisme n'est pas seulement erroné sur le plan factuel ; ce n'est pas convaincant.

Plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique ont symboliquement rompu leurs liens, et le bombardement d'une population civile et l'empiètement de l'accès aux abris, à la nourriture, à l'eau et aux soins médicaux ont laissé consterner même de nombreux alliés d'Israël. L'ampleur de la violence que l'Occident est prêt à accepter contre un peuple captif à Gaza rappelle au Sud global les comptes non réglés avec l'Occident impérial. Et lorsque le président français [Emmanuel Macron](#) et le Premier ministre canadien [Justin Trudeau](#) implorèrent publiquement Israël d'arrêter de « bombarder des bœufs », Israël risque même de perdre certaines parties de l'Occident. Il est devenu difficile à court terme pour les pays arabes et musulmans de maintenir, et encore moins d'élargir leurs liens publics.

S'adosser à la réponse d'Israël au 7 octobre a également fait éclater la bulle des fantasmes américains de reconquête de l'hégémonie dans le Sud global sous la rubrique « nous sommes les gentils ». Le contraste entre leur réponse respectivement aux crises russo-ukrainienne et israélo-palestinienne a produit un consensus selon lequel l'hypocrisie est au cœur même de la politique étrangère américaine, produisant des spectacles aussi extraordinaires que celui du [condamnation de Biden](#) face à face lors d'un sommet de l'APEC, du Premier ministre

malaisien Anwar Ibrahim pour son incapacité à s'opposer aux atrocités commises par Israël.

Ibrahim a spécifiquement averti que la réponse de Biden à Gaza avait soulevé un grave déficit de confiance envers ceux que les États-Unis espèrent courtiser comme alliés dans leur compétition avec la Russie et la Chine. Avoir démontré aux alliés arabes que leur patron Washington se rangera du côté d'Israël, même lorsqu'il bombarde des civils arabes, renforcera probablement la tendance des États du Sud à diversifier leurs portefeuilles géopolitiques.

La question politique

En brisant un statu quo que les Palestiniens jugent intolérable, le Hamas a remis la politique à l'ordre du jour. Israël dispose d'une puissance militaire importante, mais il est politiquement faible. Une grande partie de l'establishment américain qui soutient la guerre d'Israël suppose que la violence émanant d'une communauté opprimée peut être radicalisée en appliquant une force militaire écrasante contre cette communauté. Mais même [le secrétaire à la Défense Lloyd Austin a fait part de son scepticisme](#) quant à cette hypothèse, avertissant que les attaques israéliennes tuant des milliers de civils risquaient de « les pousser dans les bras de l'ennemi [et de remplacer] une victoire tactique par une défaite stratégique ».

Les politiciens et les médias occidentaux aiment fantasmer sur le fait que le Hamas est un cadre nihiliste à la manière de l'EI, tenant la société palestinienne en otage ; Le Hamas est en fait un mouvement politique aux multiples facettes enraciné dans le tissu social et les aspirations nationales de la société palestinienne. Il incarne une conviction, sinistrement affirmée par des décennies d'expérience palestinienne, selon laquelle la résistance armée est centrale au projet de libération palestinien en raison des échecs du processus d'Oslo et de l'hostilité intractable de son adversaire. Et son influence et sa popularité ont augmenté à mesure qu'Israël et ses alliés continuent de contrecarrer le processus de paix et d'autres stratégies non-violentes visant à poursuivre la libération palestinienne.

La campagne d'Israël entraînera une diminution de la capacité militaire du Hamas. Mais même s'il devait tuer les principaux dirigeants de l'organisation (comme il l'a fait auparavant), la réponse d'Israël au 7 octobre confirme le message du Hamas et sa position parmi les Palestiniens de la région et au-delà. [Les grandes manifestations en Jordanie avec des chants pro-Hamas](#), par exemple, sont sans précédent. Il n'est pas nécessaire d'approuver ou de soutenir les actions du Hamas du 7 octobre pour reconnaître l'attrait durable d'un mouvement qui semble capable de faire payer à Israël un certain prix pour la violence qu'il inflige aux Palestiniens chaque jour, chaque année, en gâcher la gâcher.

L'histoire suggère également une tendance selon laquelle des représentants de mouvements qualifiés de « terroristes » par leurs adversaires en Afrique du Sud, par exemple, ou en Irlande apparaissent néanmoins à la table des négociations lorsque vient le temps de rechercher des solutions politiques. Il serait anhistorique de parier contre le Hamas, ou du moins contre une version du courant politico-ideologique qu'il représente, et de faire de même si et quand une solution politique entre Israël et les Palestiniens est revisitée avec sérieux.

Ce qui surviendra après ces horribles violences est loin d'être clair, mais l'attaque du Hamas du 7 octobre a forcé une remise en question d'un conflit politique auquel Israël ne semble pas disposé à répondre au-delà d'une force militaire dévastatrice contre les civils palestiniens. Et alors que la vengeance dure depuis huit semaines, on ne peut pas dire qu'Israël soit en train de gagner.

Tony Karon est le responsable éditorial d'AJ+ sur Al Jazeera, ancien rédacteur en chef du magazine Time, et a participé au mouvement de libération anti-apartheid dans son pays natal, l'Afrique du Sud.

Daniel Levy est président du projet États-Unis/Moyen-Orient et ancien négociateur israélien avec les Palestiniens à Taba sous le premier ministre Ehud Barak et à Oslo B sous le premier ministre Yitzhak Rabin.

Source : [The Nation](#)

Traduction : AJC pour l'Agence Média Palestine

date création
2023/12/11